

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le 17 AVR. 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 avril 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société Industrielle de Combustible Nucléaire (SICN)
4, rue du Radar,
74 000 Annecy

Références : 20260414-RAP-InspectionSicn
Code AIOT : 0006104535

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 avril 2026 dans l'établissement SICN implanté 4, rue du Radar 74 000 Annecy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

L'établissement d'Annecy de la société SICN, a été créé 4, rue du Radar en 1957 pour produire des éléments combustibles des centrales nucléaires de la filière graphite-gaz à partir d'uranium naturel.

Après l'arrêt de ces centrales au début des années 1990, les activités relatives à la fonderie et au travail de l'uranium ont été consacrées à d'autres productions, en uranium appauvri, et localisées dans une zone dite « uranium », dont l'accès faisait l'objet de contrôles et de procédures spécifiques. Le reste de l'établissement fut assaini et consacré essentiellement à des activités liées à la mécanique conventionnelle.

En 2002, la fonderie et le travail de l'uranium ont été définitivement arrêtés. Les activités de mécanique conventionnelle ont été reprises par la société GEMMA, d'abord filiale de SICN puis vendue en dehors du groupe AREVA, avant de changer de raison sociale pour HITIM Groupe. L'activité de SICN s'est alors limitée à l'assainissement du site et plus particulièrement de la zone uranium. Dans ce cadre ont été fixés les objectifs de contamination résiduelle de 0,4 Bq/cm² et 1 Bq/g en radioactivité alpha. La démarche s'est conclue par deux arrêtés préfectoraux :

- n°2014182-0016 du 1^{er} juillet 2014 portant institution de servitude d'utilité publique sur les parcelles de l'ancien site SICN et sur certaines parcelles de sa périphérie où des pollutions résiduelles étaient susceptible d'être présentes après l'assainissement des structures,
- n°2014182-0031 du 1^{er} juillet 2014 prescrivant la surveillance des eaux souterraines et l'assainissement complémentaire des locaux dans l'emprise de la partie HITIM Groupe dès l'arrêt complet des activités, afin d'atteindre, dans ces locaux assainis dans les années 1990, les mêmes objectifs que ceux retenus pour la zone uranium.

Parallèlement, la société Annecy Bio Chaleur, Filiale d>IDEX, a été autorisée, par arrêté préfectoral du 30 décembre 2013 à exploiter, sur une partie de l'ancienne zone uranium assainie, une chaufferie

urbaine de 40,74 MW, consommant de la biomasse, du gaz et du fioul domestique. L'exploitation de la chaufferie est intervenue en octobre 2014.

Contexte de l'inspection

La société Annecy Bio Chaleur, qui exploite des installations de combustion, rue du Radar à Annecy, sur une partie de l'ancien site de la société SICN, a transmis un dossier de Porter à Connaissance daté du 16 janvier 2026, mis à jour le 16 mars 2026, concernant l'extension du réseau de chaleur alimenté par ces installations. Le projet qui exclut toute modification des installations de combustion et en particulier de leur puissance, prévoit l'implantation de nouvelles pompes dans le sous-sol d'un bâtiment et l'enfouissement de 2 conduites d'eau chaude sur une distance d'environ 150 mètres sur le site avant de rejoindre la voie publique. L'enjeu de cette demande est lié aux travaux prévus sur les anciens terrains du site SICN, grevés de servitudes d'utilité publiques instituées par l'arrêté préfectoral précité du 1^{er} juin 2014. La présente inspection avait donc pour but d'examiner, sur la base des éléments du Porter à Connaissance et des constats sur site, le respect des servitudes et, plus largement, les modalités de réalisation du projet.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- | | |
|--|------------------------------|
| • Société Industrielle de Combustible Nucléaire (SICN) | • Régime : Autorisation |
| • rue du Radar 74 000 Annecy | • Statut Seveso : Non Seveso |
| • Code AIOT : 0006104535 | • IED : Non |

Thèmes de l'inspection : sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. Chaque point de contrôle est associée à une fiche de constat précisant :

- le nom donné au point de contrôle, sa référence réglementaire et la prescription contrôlée ;
- le cas échéant, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat de l'inspection des installations classées et ses observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée » : après analyse approfondie a posteriori, une modification de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Respect des servitudes d'utilité publiques	Arrêté Préfectoral du 01/07/2014, article 2, prescription 1 et 2
2		Arrêté Préfectoral du 01/07/2014, article 2, prescription 5
3		Arrêté Préfectoral du 01/07/2014, article 2, , prescription 6

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats - Compte tenu des éléments du Porter à Connaissance du 16 mars 2026 et suite à nos échanges et constats sur site lors de la visite, nous demandons à l'exploitant de mettre à jour son dossier de Porter à Connaissance de façon à ce qu'il prévoit :

- l'organisation des équipes qui interviendront sur le site comme décrit dans le courriel d'Annecy Bio Chaleur du 8 avril 2026,
- une mesure dosimétrique permanente du ou des personnes qui travailleront dans la tranchée destinée à recevoir les canalisations d'eau chaude,
- la mise en place de mesures de l'impact dans l'environnement des émissions atmosphériques diffuses du chantier liées à d'éventuels envols de poussières,
- des dispositions de nettoyage des véhicules, des engins et des outils utilisés pour ne pas transférer vers l'extérieur des résidus de terre issus du site.

Ce dossier devra faire l'objet d'un avis de la société ORANO, ayant droit de SICN, comme prévu par les prescriptions 5 et 6 des servitudes d'utilité publique.

Après examen de ce Porter à Connaissance accompagné de l'avis de ORANO, nous ferons des propositions de suite à Madame la Préfète.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des servitudes d'utilité publiques (SUP)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2014, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Occupation des terrains
Prescription contrôlée : Prescription 1 : L'usage des parcelles cadastrales concernées est exclusivement industriel, artisanal ou de services et, le cas échéant, de voirie en lien direct avec ces activités. Sont en particulier interdits tous les usages sensibles ou d'affectations à l'accueil du public (interdiction d'implanter crèches, écoles, collèges, lycées, maisons de retraite, établissements de santé, établissements recevant du public, habitations...).
Prescription 2 : Le site sera maintenu clôturé de façon coordonnée par ses différents occupants ou propriétaires.
Constats : La partie du site visitée est occupée par les installations industrielles de combustion de la société Annecy Bio Chaleur. Elle dispose d'une clôture et de portails d'accès.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des servitudes d'utilité publiques (SUP)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2014, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, travaux
Prescription contrôlée : <p>Prescription 5 : Préalablement à tout creusement de terre et/ou travaux d'excavation, le maître d'ouvrage vérifiera le respect des hypothèses de l'étude référencée AFR 23200A01 NT 06 00 et datée du 13 février 2006, intitulée « l'évaluation détaillée des risques radiologiques pour le site SICN Annecy », notamment les concentrations en radioéléments dans les terres excavées. Un dossier présentant ces éléments sera, après avis de SICN ou de son ayant droit, transmis au préfet pour accord de réalisation des travaux. Une copie de ce dossier sera également transmise à l'inspection des installations classées. Les travaux ne seront pas engagés avant obtention de l'accord du préfet. En tout état de cause, ces travaux devront être réalisés selon la réglementation en vigueur notamment en matière d'hygiène, de sécurité et de radioprotection.</p> <p>Dans l'hypothèse où des ouvrages enterrés devraient être retirés, le maître d'ouvrage communiquera l'ensemble des informations à SICN ou à son ayant droit qui réalisera et transmettra au préfet une mise à jour du plan des réseaux enterrés.</p> <p>En cas de nécessité d'évacuation des terres ou de structures excavées, celles-ci seront orientées dans une filière dûment autorisée à les recevoir au regard de la réglementation en vigueur.</p>
<p>Constats : Dans le Porter à Connaissance, conformément à la prescription 5 de la servitude, le porteur du projet a vérifié que les hypothèses de l'étude du 13 février 2006, intitulée « évaluation détaillée des risques radiologique pour le site SICN Annecy » était respectée. Rappelons que cette étude avait examiné l'acceptabilité sanitaire de certains travaux sur la base d'hypothèses de durées d'exposition et de teneurs en uranium dans les sols.</p> <p>Dans ce cadre, Annecy Bio Chaleur a fait analyser de 3 sondage de sol à 2 mètres de profondeur. La concentration mesurée en uranium était inférieure au seuil de détection de 1,97 mg/kg dans deux des sondages et de 4,93 mg/kg dans le troisième. Ces teneurs sont très inférieures à celle de 44 mg/kg retenue dans l'étude précitée du 13 février 2006.</p> <p>Par ailleurs, par courriel du 8 avril 2026, la société Annecy Bio Chaleur a transmis les précisions suivante relatives à l'organisation du travail en quatre équipes :</p> <ul style="list-style-type: none">• équipe 1 - Durée d'intervention totale prévue pour le terrassement de la tranchée puis le remblaiement et le compactage de la fouille : 70 heures,• équipe 2 - Durée d'intervention prévue pour la pose en fouille des tuyaux et la réalisation des soudures : 35 heures,• équipe 3 - Durée d'intervention prévue pour réaliser les manchons de protection des soudures et les essais d'étanchéité : 21 heures,• équipe 4 - Durée d'intervention prévue pour réaliser les enrobés : 14 heures. <p>Dans ces conditions la durée maximale d'exposition d'un travailleur sera de 70 heures, soit une durée inférieure à l'hypothèse de 107 heures, prise en compte dans l'étude précitée.</p> <p>Lors de l'inspection, le représentant de la société Annecy Bio Chaleur nous a présenté le tracé d'environ 150 mètres des nouvelles canalisations d'eau prévues par le projet ainsi que les dispositions précitées, destinées à respecter les servitudes, ainsi que le dépôt des terres excavées résiduelles sur le dôme existant qui sera légèrement agrandi, puis recouvert d'un géotextile et végétalisé pour éviter les envols et la dispersion.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les prescriptions des servitudes ont pour but de rendre compatible l'état des milieux avec les usages dont ils pourraient faire l'objet et les travaux susceptibles d'être réalisés. Toutefois, elles ne définissent pas les conditions de réalisation

de ces travaux. Compte tenu des éléments du Porter à Connaissance du 16 mars 2026 et à nos échanges sur site lors de la visite, nous demandons à l'exploitant de mettre à jour son dossier de façon à ce qu'il prévoit :

- L'organisation des équipes qui interviendront sur le site comme décrit dans le courriel d'Annecy Bio Chaleur du 8 avril 2026,
- une mesure dosimétrique permanente du ou des personnes qui travailleront dans la tranchée destinée à recevoir les canalisations d'eau chaude,
- la mise en place de mesures de l'impact dans l'environnement des émissions atmosphériques diffuses du chantier liées à d'éventuels envols de poussières,
- des dispositions de nettoyage des véhicules, des engins et des outils utilisés pour ne pas transférer vers l'extérieur des résidus de terre issus du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Respect des servitudes d'utilité publiques (SUP)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2014, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Travaux

Prescription contrôlée :

Prescription 6 : Préalablement à tous travaux sur les dispositifs de blocage et/ou de confinement mis en place sur les structures de génie civil enterrées visés dans le plan en annexe 3, une étude d'impact radiologique sera réalisée dans le cadre de laquelle les mesures prévues pour garantir des conditions de blocage et/ou de confinement au moins équivalentes seront décrites. Cette étude précisera en outre les mesures de prévention des risques à mettre en œuvre ainsi que les filières d'élimination des déchets générés dans le cadre de ces travaux. Le dossier ainsi constitué sera, après avis de SICN ou de son ayant droit, transmis au préfet pour accord de réalisation des travaux. Une copie de ce dossier sera également transmise à l'inspection des installations classées. Les travaux ne seront pas engagés avant obtention de l'accord du préfet.

Les moyens d'ancrage d'équipements qui ne sont pas susceptibles de traverser le dispositif de blocage et/ou de confinement ne sont pas concernés par ces dispositions.

Constats : Lors de l'inspection, nous avons visité le local en sous-sol où doivent être installées les pompes de distribution d'eau chaude. Le représentant de la société Annecy Bio Chaleur nous a confirmé les informations du Porter à Connaissance et notamment que le projet ne prévoyait pas de porter atteinte à l'intégrité de la dalle de sol sur laquelle porte la servitude mais qu'une semelle sera coulée par dessus pour permettre la fixation des pompes. En outre, un mur du local sur lequel ne porte pas la servitude, sera percé pour le passage des canalisations d'eau chaude.

Type de suites proposées : Sans suite